

Bissau: un sommet pour cinq

Par AUGUSTA CONCHIGLIA

Lusophones, ils le sont certes : c'est une nécessité et une réalité historiques. Mais le vrai lien qui les unit, c'est une vision commune de leur avenir — et celle du continent. Le Portugal devra bien, un jour ou l'autre, en convenir. Dans son propre intérêt.

Intensification « exceptionnelle » des agressions militaires sud-africaines contre l'Angola, sécheresse sans précédent qui a fait des dizaines de milliers de morts au Mozambique : c'est sur cette toile de fond que le quatrième sommet des pays africains d'expression portugaise (1) s'ouvrait, le 18 décembre, dans la capitale de la Guinée-Bissau.

La déclaration finale définit en effet la situation en Afrique australe comme « explosive » et comme un « foyer dangereux de tension menaçant la paix et la sécurité internationales ». Désignant une fois de plus la résolution 435 du Conseil de sécurité comme la seule issue acceptable au conflit namibien, les « Cinq » exigent son application immédiate et inconditionnelle et réitèrent leur rejet de la politique américano-sud-africaine du *linkage* (2). Ils font également appel à la communauté internationale, et africaine en particulier, pour qu'elle exerce ses responsabilités en accordant toute l'assistance nécessaire à l'Angola, qui a subi des préjudices élevés en raison du soutien qu'il apporte aux nationalistes namubiens. Quant à la sécheresse, au Mozambique, il ne fait aucun doute que ses conséquences seraient moins graves si les régions les plus affectées n'étaient pas également en proie aux actions de sabotage et à la terreur du M.N.R. pro-sud-africain.

Cela dit, quel est l'objectif de ces sommets des « Cinq » qui se tiennent régulièrement depuis le sommet de 1979 à Luanda ? Avant tout, maintenir une coordination efficace et renforcer la coopération dans tous les domaines entre des Etats issus des luttes de libération contre le colonialisme portugais. Si le volet économique de cette coopération n'a pu se développer au rythme souhaité, tant à cause des difficultés que ces Etats affrontent depuis leur indépendance que de la distance qui les sépare, l'entente politique a tou-

jours été très grande. Les racines communes des partis au pouvoir dans ces pays, les rapports étroits entre leurs dirigeants, dont certains ont vécu ensemble les années de la prise de conscience nationaliste et celles de l'exil avant le déclenchement de la lutte armée, expliquent l'évolution commune et l'unité actuelle des points de vue sur tous les grands problèmes de l'heure.

Mais ce qui a particulièrement retenu l'attention des « Cinq », c'est « le génocide contre le peuple maubere perpétré par l'Indonésie ». Timor-Est, ce lointain pays d'Asie, anciennement colonisé par le Portugal, aurait en effet sa place

Premiers fruits

La volonté de développer la coopération économique qui avait donné lieu, lors du précédent sommet de Praia, à la création d'une structure permanente de coordination, a porté ses fruits. A Bissau, on a notamment décidé, sur la base des rapports des sous-commissions élaborés pendant l'année 1983, la création d'une banque commune, dont la première étude sera achevée en mars de cette année, et l'ouverture du trafic aérien et maritime entre les « Cinq ». L'accroissement des échanges commerciaux est aussi prévu, ainsi que l'utilisation conjointe des services et représentations commerciales à l'étranger qui appartiennent à chacun des pays. Les deux autres volets, la formation professionnelle et les échanges en matière de droit, justice et administration, que la langue commune justifie particulièrement, seront de plus en plus l'objet de programmes communs et d'échanges d'expériences réguliers. Le travail des cinq sous-commissions, dont la responsabilité est partagée entre chaque pays africain lusophone, devrait garantir, d'ici au prochain sommet à Sao Tomé e Principe, un réel bond en avant des rapports économiques entre ces pays. Mais de graves contraintes obligent à un réalisme prudent : la sécheresse frappe le Mozambique, mais aussi le Cap-Vert, et la guerre non déclarée contre l'Angola et le Mozambique s'intensifie de jour en jour.

aux côtés des lusophones africains, si son indépendance, proclamée en décembre 1975 par le parti Fretilin, n'avait été étouffée quelques jours plus tard par l'armée du dictateur Suharto. La passivité du régime de Lisbonne face à l'invasion sud-africaine de l'Angola, qui eut lieu à cette même époque, avait sûrement encouragé le dictateur indonésien à passer aux actes. Et, aujourd'hui, le gouvernement portugais refuse obstinément de prendre position et d'entretenir des relations avec le Fretilin. Les « Cinq » demandent donc à Lisbonne d'assumer ses « responsabilités historiques, politiques et juridiques » et appuient « totalement la proposition de paix présentée par le Fretilin au gouvernement indonésien ».

L'ambiguïté de Lisbonne

Si la déclaration de Bissau ne cite le Portugal que pour ce qui concerne Timor et au sujet de l'adoption de la langue portugaise comme langue de travail dans les réunions internationales, le gouvernement portugais a été par ailleurs vivement critiqué à Bissau pour la liberté d'action, sinon la complicité dans certains milieux du pouvoir de Lisbonne dont jouissent l'U.N.I.T.A. en particulier, mais également d'autres organisations contre-révolutionnaires au Portugal. En effet, l'ambiguïté du gouvernement actuel de Lisbonne et son alignement de plus en plus marqué sur Washington, notamment pour ce qui concerne le « dossier » angolais, ont amené Luanda à envisager des mesures économiques visant à sanctionner les intérêts portugais en Angola.

On peut ainsi comprendre pourquoi l'on a accordé si peu d'importance à la proposition de Jaime Gama, ministre portugais des Affaires étrangères, d'élargir les réunions des « Cinq » au Brésil et au Portugal, qui n'a pas fait l'objet à Bissau d'une réponse officielle. De plus, on reproche à Jaime Gama de n'avoir pas tenu compte de l'esprit qui anime les sommets des cinq pays africains.

« Ce n'est pas seulement la langue, et encore moins la couleur de la peau qui nous ont unis dans la C.O.N.C.P. (3), insistait pour sa part le président angolais José Eduardo dos Santos, mais les principes politiques et une pratique commune. » Tout en étant un partenaire privilégié, et pour certains des « Cinq », le principal, le Portugal doit décidément renoncer à réaliser ses ambitions d'« puissance coloniale ». « Les « Cinq » n'ont pas de papa ! », affirmait on ne peut plus clairement le président Samora Machel à la presse portugaise. Et encore moins, peut-on ajouter, de « papa » aussi peu désintéressé ! A.C.

(1) Angola, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Mozambique et Sao Tomé e Principe.

(2) Le lien, entre la présence des troupes cubaines et la solution du problème namibien.

(3) Conférence des organisations nationalistes des colonies portugaises, créée en 1961. Cf. « Afrique-Asie » n° 190, du 25 juin 1979.